

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG EN BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 30 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**VERALLIA Lagnieu**

**BP 23 - 01150 LAGNIEU**

Référence : 20221118-RAP-S4230  
Code AIOT : 0006102124

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement VERALLIA, implanté Rond-Point de Saint-Gobain, Route de Gervais, 01150 LAGNIEU.

L'inspection a été annoncée le 13/10/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERALLIA Lagnieu
- Rond-Point de Saint-Gobain, Route de Gervais, 01150 LAGNIEU
- Code AIOT : 0006102124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA exploite, à Lagnieu, une verrerie destinée à la fabrication de pots en verre blanc utilisés comme contenants alimentaires.

La verrerie a été créée en 1924, puis s'est spécialisée dans la production de pots en verre depuis 1974. Elle dispose de deux fours de fusion du verre et de 10 lignes de formage automatisées.

Sa capacité maximale de production est de 280 000 tonnes de verre par an. Elle emploie plus de 300 personnes et fonctionne en continu, du fait de l'impossibilité d'arrêter les fours.

Les fours de fusion ont une durée de vie moyenne d'environ 10 ans, au bout de laquelle ils sont reconstruits. Il est considéré que les reconstructions des fours font partie de la vie normale d'une verrerie. Les deux fours ont été reconstruits entre 2019 et 2021.

Les matières premières employées pour la fabrication du verre sont : le sable, la soude sous forme de carbonate, la chaux (calcaire, dolomie) et de manière croissante le calcin issu de la collecte de verre.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect des valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques des fours,
- le respect des valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques des chaudières,
- la surveillance des rejets à l'atmosphère de l'activité de mélange de sable et de broyage de verre,
- la surveillance des rejets à l'atmosphère de l'activité d'abrasion par micro-billes,
- le respect des quantités maximales d'eau prélevée,
- le respect des valeurs limites de rejet dans les eaux résiduaires industrielles,
- le respect des niveaux limites de bruit.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délai
7	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, articles 7.1.1 et 7.2.1	Lettre de suites	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fumées des fours et des traitements de surface à chaud	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 3.2.3.1	Sans objet
2	Effluents des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 3.2.3.2	Sans objet
3	Mélange de sable et de broyage de verre (rubrique 2515)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 39 et 41	Sans objet
4	Abrasion par micro-billes (rubrique 2575)	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 9.6	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 4.2.1	Sans objet
6	Gestion des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 4.4.9	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant suit de manière satisfaisante ses installations afin de réduire leurs impacts environnementaux, notamment en respectant les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques et aqueux.

Deux points de vigilance ont été relevés lors de l'inspection du 18 novembre 2022 : la consommation en eau souterraine et l'impact sonore lors des périodes intermédiaires et nocturnes.

### **2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Fumées des fours et des traitements de surface à chaud
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 3.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites des émissions canalisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations de traitement à chaud du verre sont conçues et optimisées pour limiter la consommation de tétrachlorure d'étain et de titane.</i>  <i>Les quantités consommées sont limitées à 100 kg/j et 0,3 kg/t de verre traité en moyenne mensuelle sur l'ensemble des lignes.</i></p> <p><i>Valeurs limites d'émissions (concentration, flux et flux spécifiques) dans les rejets atmosphériques.</i></p>
<p><b>Constats :</b>  De janvier 2022 à octobre 2022, les quantités consommées maximales en tétrachlorure d'étain et titane sont respectées.  Sur les résultats d'autosurveillance de juillet, août, septembre et octobre 2022, on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>sur le paramètre NOx :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 4 dépassements en concentration et 1 dépassement en flux spécifique (1,21 kg/t de verre traité pour une VLE à 1) en considérant l'ensemble des critères de conformité ;</li> <li>◦ en moyenne journalière, 2 dépassements (621 et 678 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 600 mg/Nm<sup>3</sup>).</li> </ul> </li> </ul> <p>Depuis le changement de technologie au niveau des injecteurs des fours, la qualité des rejets en NOx s'est grandement améliorée et les dépassements sont limités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>sur le paramètre SOx :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 13 dépassements en concentration (mais aucun dépassement de la VLE en moyenne journalière) et aucun dépassement en flux spécifique en considérant l'ensemble des critères de conformité.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les dépassements en SOx viennent de la qualité de la matière première utilisée (plus la proportion en calcin est grande en entrée, moins on retrouve de SOx dans les fumées).  Pour réduire la teneur en SOx dans les rejets atmosphériques, un réactif est injecté au niveau de l'électrofiltre. Les dépassements en SOx sont notamment observés lors de l'entretien du système de dosage en réactif.  Des tests avec un autre réactif (test de comparatif de performance) sont prévus en 2023.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>sur les poussières :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1 dépassement à la suite d'un arrêt de l'électrofiltre qui n'est pas du fait de Verallia (coupure ENEDIS).</li> </ul> </li> </ul> <p>Les contrôles trimestriels et annuels sont réalisés par le prestataire extérieur SOCORAIR. Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prélèvements effectués le 16 mars 2022 : léger dépassement en SO<sub>2</sub> : 510 ± 51 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 500 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>• Prélèvements effectués du 14 au 16 Juin 2022 : non-conformité sur le HF : 8.6 ± 1,2 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 5 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que la valeur du 2ème trimestre ne semblait pas en cohérence avec les émissions habituelles à savoir : en 2021 : 3,3 mg/Nm<sup>3</sup> et en 2020 : 1,8 mg/Nm<sup>3</sup> et 3,8 mg/Nm<sup>3</sup>.  Une nouvelle mesure de HF au 3ème trimestre a été réalisée, et elle est conforme : 3,2 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prélèvements effectués le 29 août 2022 : aucun dépassement de VLE relevé.</li> </ul> <p>Depuis début 2022, l'électrofiltre n'a été arrêté que 86,20 heures et principalement sur février et mars (nombre d'heures d'arrêt autorisés par an : 250).</p>
<p><b>Observations :</b>  Les rejets atmosphériques sont globalement conformes aux valeurs limites d'émission.  <b>Une vigilance accrue est toutefois à conserver sur le paramètre SOx.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Effluents des installations de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 3.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites en concentration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques
<b>Constats :</b> Les rejets atmosphériques des chaudières 1 et 2 ont fait l'objet d'un contrôle par la société DEKRA le 06/12/2021. Les résultats sont conformes.  Les rejets atmosphériques de la chaudière 3 ont fait l'objet d'un contrôle par la société DEKRA le 13/01/2022. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mélange de sable et de broyage de verre (rubrique 2515)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2017, chapitre 9.2 et arrêté ministériel du 26/11/2012, articles 39 et 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air (mesure des retombées de poussières)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. [...] [...], la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : [...] 40 mg/Nm <sup>3</sup> pour les installations existantes, [...]. Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant a montré à l'inspection des installations classées la machine de broyage de pots en verre déclassés. Cette activité a lieu à l'intérieur de l'usine, en sous-sol, en dessous de l'activité de formage des pots. Au vu de l'installation, aucune captation canalisée de poussières avec rejet à l'atmosphère ne semble être réalisée. Aussi, la prescription ne semble pas adaptée à cette installation. Toutefois, l'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées l'utilité du conduit constaté à proximité de cette activité, il précisera notamment la point de débouché de ce conduit si ce dernier aspire d'éventuelles poussières.  Par ailleurs, l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2017 fait état de 4 machines pour l'activité de mélange de sable et de broyage de verre. Une seule machine a été observée en inspection.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant indiquera à l'inspection :</b> - l'utilité du conduit à proximité de l'activité de broyage de verre inspectée, - l'existence (ou pas) de 3 autres machines relevant de la rubrique 2515, en plus de celle constatée le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Abrasion par micro-billes (rubrique 2575)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 9.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des normes de rejet en poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être munie de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. L'effluent gazeux ne doit pas contenir plus de 150 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières, exprimée dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur. Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. Une mesure du débit rejeté et de la concentration en poussières doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. [...]
<b>Constats :</b> Le traitement abrasif par micro-billes sur les pièces des moules de fabrication des pots de verre est réalisé dans deux machines entièrement capotées sans rejet canalisé à l'atmosphère. Un trappe en bas de machine permet de récupérer la partie abrasée.  Les poussières liées à l'abrasion sont bien canalisées (récupération par dépôt dans un bac en bas de machine). La prescription de contrôle fixée dans l'arrêté préfectoral est inadaptée (absence de rejet atmosphérique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Gestion des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 4.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émission dans les rejets liquides au réseau d'assainissement public
<b>Constats :</b> Sur 2022, l'autosurveillance de l'exploitant sur les rejets d'eaux usées industrielles montre des résultats conformes sur les différents paramètres analysés.  Ces résultats sont confirmés par le contrôle inopiné réalisé les 05 et 06 septembre 2022 par le laboratoire La Drôme qui montre le respect des valeurs limites d'émission sur tous les paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des quantités de prélèvement autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les quantités maximales de prélèvement en eau sont fixées à :  - Eau souterraine : 121 000 m<sup>3</sup> et 3000 m<sup>3</sup> par jour,  - Eau du réseau AEP : 70 m<sup>3</sup> par jour.</p> <p>Aucune disposition spécifique en cas de sécheresse n'est prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. En cas de sécheresse, c'est l'arrêté préfectoral départemental cadre-sécheresse qui s'applique.</p>
<p><b>Constats :</b>  Au 30 octobre 2022, la consommation en eau souterraine est de 106 944 m<sup>3</sup> et celle en eau du réseau d'eau potable est de 4 992 m<sup>3</sup> (soit environ 16,5 m<sup>3</sup> par jour).</p> <p>La valeur limite de consommation en eau souterraine à fin 2022 ne pourra pas être respectée.</p> <p>L'exploitant indique que les surconsommations en eau sont liées à des coupures du réseau électrique d'ENEDIS. Ces coupures sont toutefois en nette baisse depuis le remplacement de la ligne d'alimentation électrique de l'usine (3 au jour de l'inspection contre 7 en 2021). Chaque coupure engendre une surconsommation d'environ 900 m<sup>3</sup>. Par courrier du 08 décembre 2017, l'exploitant avait demandé de pouvoir bénéficier d'un volume de prélèvement supplémentaire de 900 m<sup>3</sup> par coupure ENEDIS.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a déposé le 07 juillet 2022 un dossier de demande d'exemption des prescriptions liées à l'arrêté-cadre sécheresse.</p> <p>Ces demandes feront prochainement l'objet d'une instruction en vue de propositions à madame la préfète, sachant qu'une diminution drastique de la consommation en eau, telle que prévue par l'arrêté-cadre sécheresse en fonction des seuils d'alerte, compromet l'intégrité de l'outil industriel.</p> <p>A noter qu'au-delà du travail de fiabilisation de l'alimentation électrique avec ENEDIS, l'exploitant a travaillé les autres pistes de réduction de la consommation en eau de son site (amélioration du rendement thermique de la TAR C8, en cours de réflexion pour améliorer les rendements d'autres TAR ; réalisation des opérations de maintenance hors période de sécheresse).</p>
<p><b>Observations :</b>  Bien que des demandes concernant la consommation en eau du site soient en cours d'instruction, le travail de recherche de solutions de réduction de la consommation en eau doit se poursuivre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2017, articles 7.1.1 et 7.2.1, et arrêté ministériel du 23 janvier 1997
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des niveaux limites de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Une mesure du niveau de bruit est effectuée tous les 3 ans. [...]</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 65 dB(A) en période de jour de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés),</li> <li>- 60 dB(A) en périodes intermédiaires de 6 à 7 h, de 20 à 22 h, les dimanches et jours fériés,</li> <li>- 55 dB(A) en période de nuit allant de 22h à 6h (sauf dimanches et jours fériés).</li> </ul> <p>Lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A), l'émergence admissible est de 5 dB(A) entre 7 et 22h sauf dimanches et jours fériés, et de 3 dB(A) de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Six points de mesure sont identifiés : les points 1, 2, 3 et 4 sont en limites de propriété du site, les points 3, 4 et 5 sont en limites de propriété de riverains, le point de mesure 6 correspond à un point masqué du bruit de l'usine, utilisé pour le calcul du bruit résiduel.</p> <p>La mesure de bruit réalisée par la société SPECTRA le 30 décembre 2021 montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des valeurs conformes en période diurne pour tous les points de mesure,</li> <li>- des valeurs non conformes en période intermédiaire au point de mesure 2 (62,5 dB(A)),</li> <li>- des valeurs non conformes en période nocturne aux points de mesure 1 (56,5 dB(A)), 2 (62,5 dB(A)) et 3 (57 dB(A)),</li> <li>- des émergences non conformes en limite de propriété des riverains en périodes diurne et nocturne aux points de mesure 3 (émergences de 10,5 dB(A) le jour et 13 dB(A) la nuit) et 4 (émergences de 6 dB(A) le jour et 9 dB(A) la nuit) .</li> </ul> <p>L'usine fonctionne 24h sur 24 et 7 jours sur 7. L'activité est constante ; aussi, les valeurs de bruit sont identiques quels que soient le jour et l'heure de la mesure.</p> <p>Aucune plainte n'a été enregistrée depuis 4 ans.</p> <p><b>L'exploitant doit cependant étudier et mettre en oeuvre des solutions pour réduire les nuisances sonores nocturnes.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois